

# Du marché commun au resserrement de l'unité du monde communiste

**Q**UATRE faits essentiels ont marqué l'année diplomatique 1957 : la construction de l'Europe; la rupture des négociations sur le désarmement; la crise du Moyen-Orient et le rétablissement de l'unité au sein du monde communiste.

C'est le 25 mars, à Rome, que les six pays membres de la communauté charbon-acier ont signé les traités instituant l'Euratom et le marché commun, faisant ainsi faire un nouveau pas à l'intégration européenne.

## La naissance du marché commun européen

Cette décision, assez révolutionnaire, n'a pas manqué de faire impression dans le monde entier. Dans tous les pays et dans tous les continents, on s'est inquiété des répercussions que va avoir le marché commun sur le commerce mondial, et, dans le doute, les contre ont été plus nombreux que les pour.

Il n'empêche que le précédent européen va provoquer une révision profonde des données économiques, et déjà on parle de marché commun dans d'autres régions du monde : marché commun pour le bloc communiste, marché commun arabe, marché commun sud-américain, etc.

La Grande-Bretagne, plus que d'autres, s'est préoccupée de l'extension des liens entre les six pays-membres de la communauté charbon-acier et elle a relancé l'idée d'une association avec le marché commun, c'est-à-dire la création d'une zone de libre-échange en Europe. Pour l'instant, les difficultés sont encore insurmontables et rien n'est en vue.

Mais, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1958, le marché commun des Six est devenu officiellement une réalité.

## L'impasse du désarmement

La rupture des négociations sur le désarmement est peut-être l'événement le plus grave de l'année écoulée. On avait fondé de grands espoirs sur les réunions du Comité restreint de Londres (les quatre Grands et le Canada) et à certains moments, la perspective d'un compromis était apparue.

Les raisons de l'échec sont bien connues. Les Occidentaux entendent lier l'arrêt des expériences nucléaires à une interdiction de la fabrication des engins atomiques et à l'exécution d'un plan général de désarmement, aussi bien pour les armes atomiques que pour les armes conventionnelles.

Bien entendu, ce plan de désarmement devrait s'accompagner d'un contrôle rigoureux, lequel exigerait nécessairement la suppression du rideau de fer.

Ces thèses occidentales ont été rejetées, à Londres puis aux Nations Unies, par l'Union soviétique qui n'entend pas lier les expériences nucléaires à l'arrêt de la fabrication des engins et qui réclame sur le contrôle.

Aujourd'hui, le désarmement est au point mort, et les Etats-membres de l'O. T. A. N. s'efforcent de trouver une procédure pour réamorcer la négociation.

## Un point vital : le Moyen-Orient

La crise du Moyen-Orient s'est échelonnée sur toute l'année. L'opération militaire franco-anglo-israélienne, en novembre 1956, avait poussé les passions à l'extrême, et, bien que le territoire égyptien ait été évacué assez vite, la tension demeurait très forte. Il va sans dire que Moscou ne faisait rien pour l'atténuer.

C'est alors que les Etats-Unis proposèrent ce que l'on a appelé la « doctrine Eisenhower », c'est-à-dire un projet d'aide financière à tous les Etats du Moyen-Orient accompagnée d'une garantie d'intervention en cas d'attaque de l'un quelconque de ces Etats par qui que ce soit.

La « doctrine Eisenhower » eut un commencement d'application et le roi Séoud

d'Arabie fut reçu en grande pompe aux Etats-Unis. Toutefois, et bien vite, elle exaspéra les Etats qui l'avaient repoussée, notamment l'Egypte et la Syrie. Celles-ci entreprirent une campagne d'intimidation contre les Etats qui l'avaient acceptée — le Liban, la Jordanie et l'Arabie séoudite — les accusant d'être des traîtres à l'unité du monde arabe.

La dite campagne fut appuyée par l'Union soviétique qui accentua son influence en Syrie et en Egypte. Elle provoqua de vifs remous en Irak et en Arabie séoudite, et faillit être fatale au roi Hussein de Jordanie.

Moscou, Le Caire et Damas avancèrent les accusations les plus diverses et exploitèrent au mieux contre les Etats arabes, alliés de l'Occident, et contre l'Occident lui-même, la rivalité judéo-arabe. La crise actuelle de l'Etat d'Israël est un des résultats de cette campagne d'intimidation, renforcée par les nombreux messages et les menaces ouvertes envoyés aux quatre coins du monde par le maréchal Boulganine.

Aujourd'hui encore, le Moyen-Orient reste un point vital, car la crise y est permanente, encore qu'une certaine détente soit intervenue, malgré la Conférence afro-asiatique du Caire, fin décembre.

## Khrouchtchev

### « l'homme de l'année »

Au lendemain de la révolution hongroise et de son écrasement par l'armée soviétique, la confusion était totale au sein du monde communiste. Les chars russes mitraillant les patriotes hongrois dans les rues de Budapest étaient un spectacle qu'on n'était pas près d'oublier.

Plus que tout autre, M. Khrouchtchev sentit combien était indéniable et générale la réprobation de ce geste. Le premier secrétaire du parti communiste de l'U. R. S. S. — « l'homme de l'année » selon la revue Time — dut entreprendre un patient et long effort pour redresser une situation quasi désespérée. Il reprit langue avec Tito, reçut la plupart des leaders communistes du monde entier, et, le lancement des Spoutniks et l'ava-

lanche de lettres du maréchal Boulganine aidant, il réussit à rétablir la situation.

Le 40<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution d'octobre, avec ses suites : la déclaration des 12 partis communistes et l'appel à la paix des 64 partis communistes, ont marqué cette restauration de l'unité du monde communiste.

Même si cette restauration reste entachée d'un certain déchet, de réticences, voire de pertes sévères, elle représente un succès pour M. Krouchtchev qui a ainsi pu se payer le luxe de « liquider » dans la même année des hommes comme MM. Molotov, Malenkov, Kaganovitch, Chepilov et le maréchal Joukov.

## L'O. T. A. N. s'est ressaisi

Ce resserrement des relations du monde communiste a eu une contre-partie : la révision et l'amélioration des rapports entre les puissances occidentales, rapports sérieusement atrophies depuis la trop fameuse affaire de Suez.

Devant le danger suscité par les menaces répétées du Kremlin et les progrès de la science soviétique, les pays de l'O. T. A. N. ont estimé, eux aussi, qu'ils devaient oublier un certain passé et penser à l'avenir. Ils se sont donc ressaisis.

Ainsi, en 1957, les deux « blocs » se sont raffermis et semblent s'opposer de plus en plus. L'année 1958 verra-t-elle cette opposition se durcir ou s'adoucir ? Le problème est posé.

FRANÇOIS ROUSSEL

## La France a pris l'offre américaine les plans de sous-

WASHINGTON a annoncé officiellement que la France avait avisé les Etats-Unis qu'elle envisageait d'augmenter sa flotte sous-marine d'engins à propulsion atomique, et que, pour ce faire, elle avait pris en considération l'offre faite par M. Dulles, lors du dernier Conseil atlantique, de fournir aux pays membres de l'O. T. A. N. les plans et le carburant nécessaires à la construction de sous-marins atomiques.

Le Qual d'Orsay a confirmé

# AUTOUR DE L'ENGAGEMENT U... Le destin de

**A**u moment où l'Occident a-tenu le relatif isolement économique dans lequel il tenait l'Egypte, et où Moscou donne une ampleur nouvelle à ses plans de coopération avec le Caire, il n'est sans doute pas inutile de tracer un rapide bilan de l'économie égyptienne, dont le déséquilibre même incite à la surenchère le monde libre et le monde soviétique.

L'Egypte souffre-t-elle actuellement d'une crise économique ? Quelles possibilités lui ouvre sa grande ressource classique, le coton ? A quoi va-t-elle utiliser les crédits américains et soviétiques ? Formule-t-elle de nou-

enfin, de chrétiens locaux, éliminés par les tracasseries administratives et la pression sociale. Dans les firmes égyptianisées, ou placées sous séquestre, et qui jouaient un grand rôle dans l'économie, la tutelle gouvernementale est exercée par des officiers remplis de bonne volonté, mais dénués de toute expérience et de toute connaissance commerciale.

Enfin, la première grande entreprise du régime, la mise en valeur du désert de l'Ouest autour des oasis du Fayoum, a piteusement échoué. Des sommes considérables ont été englouties dans cette province de la Libération. Moudiri et Jahri, don-